

EL SALVADOR

Un responsable d'un programme de lutte contre le sida en danger de mort

Amnesty International s'inquiète pour la sécurité de Wilfredo Valencia Palacios, directeur adjoint du programme "Oscar Romero" de lutte contre le sida au Salvador, qui aurait été menacé de mort à plusieurs reprises en octobre et novembre 1994. "Oscar Romero" est une organisation non gouvernementale qui œuvre en El Salvador et même, depuis 1993, un travail éducatif de prévention et d'action sanitaire auprès des prostituées des deux sexes et des travestis, dans les bidonvilles et parmi les communautés marginalisées.

Le 29 octobre, alors qu'il était dans la rue pour y effectuer son action éducative, Wilfredo Valencia Palacios aurait été arrêté par deux inconnus en civil, qui l'ont frappé, en lui disant que son travail était « contraire aux desseins de Dieu » et que si le sida ne tuait pas les « pédés », ils le feraient eux-mêmes. Puis ils l'ont averti de ne plus revenir dans le secteur pour s'occuper de ces personnes, sinon il était « un homme mort ».

Le 5 novembre, deux inconnus l'ont à nouveau accosté alors qu'il revenait du Mercado Público (Marché public) à San Salvador, la capitale, où il venait d'exercer son activité ; ils lui ont montré une boîte de préservatifs en lui demandant si c'était lui qui les distribuait. Wilfredo Valencia Palacios a répondu affirmativement disant que cela faisait partie de son travail de rues pour prévenir le sida. Les hommes lui ont alors rappelé qu'il avait déjà reçu des avertissements. Lorsque l'un d'eux a fait un mouvement comme pour sortir quelque chose de sa poche, Wilfredo Valencia Palacios s'est enfui en courant. Un certain nombre de coups de feu ont alors été tirés dans sa direction. Un peu plus tard dans la journée, Wilfredo Valencia Palacios a remarqué qu'il était suivi par une voiture. Deux hommes en sont descendus et l'ont averti qu'il avait trente jours pour quitter le pays, sinon il risquait d'être tué. Bien qu'ils n'aient donné aucune indication, on pense qu'ils appartiennent à un escadron de la mort visant les homosexuels.

Ces menaces ont été signalées au Procureur national chargé des droits de l'homme, à l'ONUSAL (Mission d'observation des Nations Unies en El Salvador), à des organisations de défense des droits de l'homme nationales et internationales ainsi qu'à des organisations de lutte contre le sida à l'étranger. Wilfredo Valencia Palacios s'est caché pendant un certain temps, mais il a maintenant repris son activité.

Ce n'est certes pas la première fois qu'Amnesty International reçoit des informations faisant état de menaces de mort proférées à l'encontre de personnes impliquées dans la lutte contre le sida. Il n'en reste pas moins que les activités des escadrons de la mort, qui continuent à sévir dans le pays, depuis la fin de la guerre, en janvier 1992, prennent une tournure alarmante. L'Organisation demande instamment aux autorités de mener des enquêtes sur les menaces de mort dont a été victime Wilfredo Valencia Palacios, de traduire en justice ceux qui les ont proférées et d'assurer sa sécurité ainsi que celle de toutes les personnes qui travaillent à l'éducation et à la diffusion d'informations concernant la prévention du sida.

Informations générales

Les escadrons de la mort, composés principalement de militaires et de policiers, ont constitué un instrument de répression largement utilisé par le gouvernement dans sa lutte contre l'opposition lors du conflit armé en El Salvador. Bien que de profondes réformes aient été réalisées au sein de la

police et de l'armée après la signature des accords de paix en 1992, des organisations clandestines, se livrant à des assassinats évoquant la manière d'opérer des escadrons de la mort, semblent avoir subsisté.

Dans son rapport publié en juillet 1994, le dit Grupo Conjunto - commission nommée par les Nations unies, chargée d'enquêter sur les activités de groupes armés illégaux dont les mobiles sont politiques - a conclu que des groupes organisés utilisant la violence à des fins politiques continuaient à opérer, bien que leurs liens avec les structures de l'Etat soient moins évidents que ceux des "escadrons de la mort" dans le passé. Le Grupo Conjunto ainsi que l'ONUSAL estiment que les buts et les activités de ces groupes sont différents de ceux des "escadrons de la mort" pendant la guerre. Ces groupes, au lieu de servir d'instrument de répression politique organisé, placé sous le commandement de hautes autorités militaires, exerceraient à présent une « justice privée », régleraient de vieux comptes politiques et procéderaient à des opérations d'« épuration sociale » dans les secteurs marginalisés de la société. Ces formations sont, en général, composées d'anciens membres de l'armée et de la police ou de membres encore en exercice et, dans certains cas, d'anciens combattants de ce qui fut l'opposition armée.

Le Grupo Conjunto a déclaré que, bien que sa mission sur le Salvador se soit achevée, le chapitre des escadrons de la mort n'était pas clos et, en conséquence, il a rappelé aux autorités qu'il leur appartient de continuer à mener des enquêtes sur les personnes impliquées dans les activités de ces groupes et à les traduire en justice. Il a également précisé qu'actuellement cette responsabilité incombe à la Policía Nacional Civil (PNC, Police nationale civile), ainsi qu'au Procureur général.

Action recommandée

Veuillez envoyer des télégrammes / télex / fax / lettres par avion, rédigés en espagnol, si vous possédez bien cette langue, sinon en français :

- en exprimant votre préoccupation au sujet des menaces de mort et des agressions dont a été victime Wilfredo Valencia Palacios, et demandant que soit ouverte, sans délai, une enquête impartiale et approfondie, à l'issue de laquelle les responsables de ces actes seront traduits en justice ;

- en insistant pour que soient prises des mesures propres à garantir la sécurité de Wilfredo Valencia Palacios et d'autres travailleurs sociaux impliqués dans la lutte contre le sida dans le pays ;

- en demandant que des mesures soient prises afin de mettre en oeuvre les recommandations du Grupo Conjunto pour supprimer ces groupes dont la manière d'opérer rappelle les "escadrons de la mort".

Appels à :

1 - Président de la République

S.E. Dr. Armando Calderon Sol

Presidente de la Republica, Casa Presidencial

San Salvador, El Salvador

Télégr. Presidente Calderon Sol/S. Salvador/El Salvador

Fax : + 5032 71-0950 - Télex : 20814 RS SA

2 - Conseil National pour la défense des droits de l'homme

Dr. Carlos M. Molina Fonseca

Procurador para la Defensa de los Derechos Humanos

Procuraduria para la Defensa de los Derechos Humanos

9a Avda Norte y 5● Calle Pte. Edificio AMSA N● 535

San Salvador, El Salvador

Télégr. Procurador DDHH, San Salvador, El Salvador

Fax : + 5032 71-2886

3 - Ministre des Affaires étrangères

Dr. Oscar Alfredo Santamaria

Ministro de Relaciones Exteriores

Ministerio de Relaciones Exteriores

Boulevard Manuel Enrique Araujo Km.6

San Salvador, El Salvador

Télégr. Ministro Relaciones Exteriores, San Salvador, El Salvador

Fax : + 5032 98-0334 / 98-0314 Télex : 20179 RREC SA

Copies de vos appels à :

Organisation de défense des droits de l'homme

CODEFAM

Lic. Emilia Guzra

Colonia Centroamerica

Calle Gabriela Mistral N● 614

San Salvador, El Salvador

et aux représentants diplomatiques du Salvador dans votre pays (pour la France : 12, rue Galilée, 75116 Paris)

Veuillez prendre contact avec l'équipe Amérique centrale du Secrétariat international, si vous désirez envoyer des appels après le 31 mars 1995.

MOTS CLÉS : HARCELEMENT / TRAVAILLEURS SOCIAUX / SIDA/VIH / PARAMILITAIRES

La version originale en langue anglaise de ce document a été éditée par Amnesty International, Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 8DJ, Royaume-Uni, sous le titre : *El Salvador - Aids Worker in Danger*. Index A.I. : AMR 29/13/94. Seule la version anglaise fait foi. La version française a été traduite et diffusée aux sections francophones et au Secrétariat International par les EDITIONS FRANCOPHONES D'AMNESTY INTERNATIONAL - EFAI - Service RAN - décembre 1994.